

Groupe socialiste

Mairie d'Ivry-sur-Seine

Ivry-sur-Seine le 22 novembre 2016

Monsieur P. Bouyssou

Maire d'Ivry-sur-Seine

Objet : Réponse au courrier du 20 novembre suite Conseil municipal

Monsieur le maire,

Vous avez tenu, par courrier adressé aux membres du Conseil municipal en date du 20 novembre, à revenir sur le grave incident qui a conduit à notre départ de cette instance jeudi soir.

Nous prenons acte de votre désolidarisation de certains propos tenus par un membre de votre majorité municipale, c'est bien le minimum attendu. Mais nous tenons à vous interpeller sur l'esprit de responsabilité que les Ivryens et l'ensemble des forces républicaines de cette ville attendent de vous. Esprit de responsabilité qui nous permettra de reprendre dans la sérénité travaux et débats politiques au service de nos concitoyens.

D'abord, en votre qualité de Maire, exerçant le pouvoir de police de l'assemblée, nous ne pouvons accepter que vous ayez laissé s'exprimer, malgré notre interpellation en séance, des propos susceptibles de recevoir une qualification pénale, dans cette instance républicaine qui se doit d'être exemplaire. Une intervention de votre part aurait permis de nous épargner les termes les plus graves qui ont suivi.

Ensuite, nous condamnons également votre choix, pour masquer la gravité des thèses énoncées, de les mettre sur un même plan que nos prises de position et de réduire la teneur de ces échanges à une vague polémique politicienne. C'est refuser de prendre la mesure de la situation.

Parce que les déclarations proférées au conseil municipal du 19 novembre dernier et les échanges qui ont suivi ne doivent pas masquer l'essentiel : il nous appartient à nous tous, élus, dans l'exercice de nos mandats, d'agir pour éviter que ne se développe un sentiment de compréhension voire de sympathie envers les auteurs des actes terroristes, et de veiller à ce que tout soit fait pour que ces auteurs ne fassent pas d'émules.

C'est pourquoi tout ce qui excuse ces actes, tout ce qui justifie ceux qui s'y livrent ou les aident, doit être fermement condamné, sans aucune complaisance. Tous les groupes politiques l'ont dit au cours de ce conseil, jusqu'à cette intervention.

C'est pourquoi aussi ces déclarations, que nous avons dénoncées, sont particulièrement graves. Elles ne sont pas seulement « maladroites et excessives », elles peuvent –quelles que soient les intentions de ceux qui les profèrent - pousser des habitants de notre ville, par incompréhension, vers ceux qui commettent des actes que rien ne justifie.

Et il ne peut être toléré que soient traités de racistes ceux qui les condamnent.

Ce n'est pas être raciste que de refuser l'amalgame entre terroristes et musulmans. Nous voulons au contraire dénoncer ceux qui usent de cet amalgame pour stigmatiser une partie de la population, tout comme ceux qui, prenant appui sur cette stigmatisation, les attireront vers le terrorisme. En accréditant l'idée que lutter contre le terrorisme, c'est suspecter l'ensemble des musulmans, ces propos font le jeu d'un communautarisme qui se nourrit de cet amalgame pour tendre vers la radicalisation. Notre Présidente du groupe socialiste l'a clairement affirmé lors de ce Conseil.

Ces déclarations ne peuvent être excusées à aucun titre et doivent être clairement condamnées.

Et, contrairement à ce qui est écrit dans votre lettre, elles ne relèvent pas de la liberté d'expression. Comme vient encore de le rappeler la Cour Européenne des Droits de l'Homme, le 20 octobre dernier, ce n'est pas user de la liberté d'expression que de s'en servir pour promouvoir une activité qui vise à la destruction des droits et garanties protégés par la Convention des Droits de l'Homme.

Enfin, comment avez-vous pu laisser dire que le PS local fait peser la suspicion de complicité sur tous les musulmans et les habitants des quartiers populaires ?

Les accusations, les propos calomnieux et indignes qui ont été portés contre nous sont, eux aussi, extrêmement graves, et nous réfléchissons, comme vous le faites, aux suites judiciaires à leur donner.

Comme vous, profondément attachés aux valeurs républicaines, nous vous demandons de mettre fin immédiatement et fermement à ce type de déclaration, dès qu'ils se produisent, et de les condamner afin d'en éviter les effets désastreux.

Nous informons le Préfet du Val de Marne de cet incident et lui adressons l'ensemble des déclarations, courriers et communiqués.

Comme nous l'avons déjà exprimé par voie de presse, nous nous interrogeons sur l'avenir du groupe CCI dans votre majorité.

Cordialement,

Les élus du groupe socialiste

Sandrine Bernard, Thérèse Pourriot, Alexandre Vallat-Siriyotha et Sigrid Baillon

COPIE à tous les membres du conseil municipal.